

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Multinationale-et-libre-echangisme>

Multinationale et libre- échangeisme

- Empire et Résistance -

Date de mise en ligne : vendredi 17 janvier 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Comment la nouvelle doctrine du libre- échangeisme mondialiste a-t-elle pu s'imposer alors qu'en réalité elle n'a entraîné que désordres et misères dans le monde entier ?

Par Maurice Allais (*)

Il y a sans doute à cela trois raisons essentielles : un enseignement erroné dans toutes les universités du monde, une funeste confusion entre libéralisme et « laisser- fairisme », la domination des multinationales américaines.

Dans mes précédentes publications [1], j'ai analysé les conceptions erronées sur lesquelles s'appuient les partisans de la doctrine libre-échangiste mondialiste, erreurs largement enseignées dans toutes les universités du monde à la suite des universités américaines. J'ai analysé également la funeste confusion entre libéralisme et laisser-fairisme sur laquelle la nouvelle doctrine mondialiste a fondé son argumentation politique.

Mais ces conceptions erronées, ces confusions, n'auraient jamais pu s'imposer si elles n'avaient été soutenues par les immenses moyens financiers que procurent les délocalisations aux multinationales. Les multinationales européennes, et celles du reste du monde, toutes bénéficiaires du libre-échangiste mondialiste, n'ont fait que suivre ici l'exemple des multinationales américaines.

C'est un fait que, depuis les années 70, les multinationales se sont multipliées aux États-Unis, et à leur suite dans le reste du monde. Leur nombre aujourd'hui est de plusieurs dizaines de milliers [2]. Pour leur presque totalité, elles ont leur siège dans les pays industrialisés. Pour certaines d'entre elles, l'existence de dizaines de filiales, réparties dans le monde entier, permet tous les abus. Cette évolution s'est poursuivie à un rythme exponentiel. Elle a abouti à donner des pouvoirs exorbitants et une influence politique tout à fait excessive aux sociétés multinationales dont les stratégies ne mènent que trop souvent à des résultats tout à fait incompatibles avec les intérêts nationaux.

C'est sans doute aux États-Unis que les pouvoirs financiers et politiques des multinationales sont les plus puissants. Les délocalisations industrielles ont permis aux multinationales américaines de réaliser des bénéfices considérables qui ont accru leur pouvoir et leur influence politique [3].

Incontestablement les multinationales américaines pèsent d'un poids excessif sinon exorbitant, sur la politique des États-Unis. Ce sont elles qui ont fini par imposer aux gouvernements américains successifs leur idéologie libre-échangiste, source de leurs profits. Ce sont elles qui ont réussi à dominer par personnes interposées toutes les grandes organisations internationales. Les multinationales européennes et celles de tous les autres pays n'ont fait que suivre l'exemple des multinationales américaines.

C'est là incontestablement un phénomène essentiel de notre temps que la multiplication exponentielle d'entreprises multinationales libres de transférer leur production partout dans le monde afin de profiter systématiquement des plus bas salaires.

Au lieu d'employer des travailleurs de leurs pays, les multinationales transfèrent leur production dans des pays à bas salaires, réduisant drastiquement leurs personnels pour leur substituer à l'étranger des travailleurs payés à des salaires très bas aux cours des changes. Puis elles réimportent et vendent dans leurs pays d'origine les produits ainsi fabriqués à l'étranger à bas prix.

Cette politique à entraîné aux États-Unis des effets analogues à ceux constatés en Europe. Les délocalisations ont entraîné une baisse des effectifs industriels dans la population active américaine d'environ 32,6% en 1974 à 27,5% en 1997, soit une baisse de l'ordre de 16%, alors que ce pourcentage s'était élevé d'environ 25,7% en 1950 à 32,6% en 1974, en augmentation d'environ 27% [4]. Parallèlement l'inégalité s'est considérablement accrue aux États-Unis [5].

L'objectif du libre-échangeisme mondialiste est de créer un marché mondial des marchandises, des services, des capitaux, et du travail. Le principe en est que n'importe quoi peut être fabriqué n'importe où dans le monde et vendu n'importe où ailleurs. Le libre-échange mondial est devenu un principe sacro-saint de la théorie économique moderne, un dogme universel, véritable religion dont il est interdit de mettre en cause les prémisses.

La presque totalité des économistes et des hommes politiques sont totalement dominés, et à vrai dire envoûtés, par cette doctrine. Cette doctrine est soutenue tous les jours par tous les médias que contrôlent plus ou moins ouvertement les multinationales bénéficiaires du libre-échange mondialistes.

Les défenseurs de la nouvelle doctrine confondent la rentabilité des multinationales avec la bonne santé de l'économie mondiale. Ils en arrivent à considérer que les profits des grandes multinationales et le niveau de leurs cours de Bourse constituent un indicateur fiable de la bonne santé de l'économie et de la société.

En fait, ce que l'on constate, c'est que le commerce international est dominé par les intérêts des multinationales et non par les intérêts des nations dans leur ensemble. Ce que l'on constate, c'est que l'économie mondiale est organisée au bénéfice des multinationales et non pas pour satisfaire les besoins nationaux.

Aujourd'hui coexistent deux économies distinctes, celle des grandes multinationales, et celle des nations. Leurs intérêts ne sont pas seulement différents. Ils sont antagonistes. A mesure que les multinationales délocalisent leur production dans des régions à bas salaires au cours des changes, elles détruisent des emplois dans leur propre économie nationale.

Dans ce système, les perdants sont non seulement tous ceux qui sont réduits au chômage par suite des délocalisations, mais également tous ceux qui perdent leur emploi parce que leur employeur, n'ayant pas délocalisé, se trouve ruiné. Ce sont également tous ceux dont les salaires sont réduits par la concurrence des pays à bas salaires.

Les gagnants sont tous ceux qui peuvent obtenir des profits énormes en utilisant des sources pratiquement inépuisables de travail à très bon marché. Ce sont les sociétés qui délocalisent, celles qui peuvent payer des moindres salaires, et celles qui ont des capitaux à placer là où le travail est moins cher et où elles peuvent s'assurer ainsi une meilleure rentabilité. Ce sont les dirigeants des multinationales et leurs actionnaires qui partout sont favorables au libre-échangeisme mondialiste. Ce sont eux qui effectivement s'enrichissent.

En réalité, il nous faut distinguer entre les intérêts des groupes qui dominent la politique, l'administration et les affaires, et les intérêts des peuples. Les véritables besoins de chaque pays sont subordonnés de fait aux intérêts des multinationales, et à vrai dire aux intérêts des dirigeants des multinationales.

En France les partisans du libre-échange mondialiste soulignent que grâce aux importations à bas prix en provenance des pays à bas salaires les prix dans les grandes surfaces ont pu être considérablement abaissés.

C'est là effectivement ce que l'on voit, mais, comme le disait autrefois Frédéric Bastiat, ce qu'on ne voit pas, c'est

l'accroissement correspondant du nombre des chômeurs qu'il faut faire vivre et dont les allocations sont financées par des impôts accrus. Ce que l'on ne voit pas, c'est aussi la destruction progressive de l'industrie.

Certains nous disent que la destruction des emplois dans l'industrie peut être compensée, et au-delà, par la création d'emplois dans l'hôtellerie et le tourisme et qu'une grande partie des écoles d'ingénieurs pourrait être remplacée par des écoles hôtelières.

En fait, tous ces arguments s'effondrent dès que l'on examine les données de l'observation. Dans mon ouvrage de 1999, *La Mondialisation. La destruction des emplois et de la croissance* [6], j'ai présenté trois graphiques sur l'économie française tout à fait essentiels [7].

Le premier graphique montre que, de 1974 à 1997, le pourcentage des emplois dans l'industrie relativement à la population active est passé de 27,61% à 16,24%, soit une baisse de 41%.

Parallèlement le second graphique montre que le taux de sous-emploi total dans la population active (compte tenu du traitement social du chômage) est passé de 3,39% en 1974 à 23,6% en 1997, en hausse de 696%. On constate que la destruction des emplois dans l'industrie n'a été nullement compensée par la création d'autres emplois.

Le troisième graphique montre que le taux de croissance du produit intérieur brut réel qui était de 4,9% de 1950 à 1974 est passé à 2,27% de 1974 à 1997, soit une baisse de 54%. Si le taux de croissance de 4,9% s'était maintenu à partir de 1974 le produit intérieur brut réel aurait été de 84% plus élevé en 1997 et le produit intérieur brut réel par habitant aurait été de 64% plus élevé [8].

Ces données démontrent combien la politique libre-échangiste de l'Organisation de Bruxelles à partir de 1974 a été désastreuse pour la France.

En fait, des effets analogues se sont constatés aux États-Unis. Au regard des prochaines élections américaines, le président Bush a pris des mesures protectionnistes draconiennes en élevant de 20% le taux d'imposition sur les importations d'acier aux États-Unis et en augmentant massivement les subventions à l'agriculture.

Contrairement à ce qui est affirmé partout, les autorités américaines ont entièrement raison aujourd'hui de s'opposer à la destruction d'activités essentielles pour les États-Unis, mais cette politique montre combien ils ont eu tort d'imposer au monde, par la voie de l'OMC, un libre-échangeisme mondialiste sous la pression de leurs multinationales [9].

Post-scriptum :

(*) *Prix Nobel de sciences économiques.*

RevuePolitique.com

Notes :

[1] Voir notamment *Combats pour l'Europe. 1992-1994*, Editions Clément Juglar

[2] P. 416 et p. 459, note 87.

[3] C'est ce qui explique les taux de rentabilité extravagants de 15% que les multinationales américaines ont pu assurer aux fonds de pension américains !

[4] Economic Report of the President, february 1998, pp. 327 et 334.

[5] id., p. 390. Un américain sur dix avait en 1999 un revenu réel inférieur à son revenu de 1997. Les classes moyennes (6 Américains sur 10) ont vu leur revenu réel augmenter de 8% par rapport à 1997. Au sommet de l'échelle des revenus, 20% des Américains ont un revenu réel supérieur de 43% par rapport à cette date, et un Américain sur 10 a vu son revenu réel augmenter de 115% sur la même période. Le rapport de la rémunération moyenne après impôt d'un président de société et celle d'un ouvrier d'usine est passé de 42 en 1980 à 419 en 1998. Jamais l'inégalité n'a été aussi forte depuis 1945. (International Herald Tribune du lundi 6 septembre 1999 et Le Figaro du mardi 7 septembre 1999).

[6] La Mondialisation, La destruction des emplois et de la croissance, Editions Clément Juglar.

[7] id., graphique IX*, p.123 ; graphiqueVI*, p.115 ; et graphiqueXIII*, p.137.

[8] Les données statistiques correspondant à ces calculs sont présentées dans l'Annexell de mon ouvrage de 1999, La Mondialisation. La destruction des emplois et de la croissance, pp. 340, 343 et 344. Voir également le graphiqueII de la page 195, représentatif de la perte de croissance de 1974 à 1997.

[9] Sur tous les points ci-dessus voir mon nouvel ouvrage Nouveaux Combats pour l'Europe, 1995-2002, Editions Clément Juglar.